COMMUNIQUÉS DE PRESSE

La richesse des 1 % les plus riches a augmenté de plus de 33900 milliards de dollars depuis 2015, assez pour mettre fin à la pauvreté 22 fois.

26 JUIN 2025 · 9 MINUTE READ

A l'approche des négociations cruciales de la Conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendra à Séville sous l'égide du Gouvernement espagnol et des Nations Unies du 30 juin au 3 juillet, Oxfam met en garde contre le développement mondial qui « dévie tragiquement de sa trajectoire ».

Télécharger la note d'information aux médias d'Oxfam

- Oxfam condamne la « mainmise du financement privé » sur les efforts de développement, alors que plus de 3,7 milliards de personnes demeurent toujours dans la pauvreté dix ans après l'adoption des Objectifs de Développement Durable.
- Une nouvelle analyse d'Oxfam révèle « l'augmentation astronomique du patrimoine individuel ». Entre 1995 et 2023, le patrimoine individuel mondial a augmenté de 342 000 milliards de dollars, soit 8 fois plus que la richesse publique.
- L'analyse d'Oxfam recueille également que les gouvernements procèdent aux plus importantes coupes dans l'humanitaire et d'aide vitale jamais enregistrées. Les réductions de l'aide pourraient entraîner la mort de 2,9 millions d'enfants et d'adultes supplémentaires d'ici à 2030, uniquement à cause du VIH/sida.
- Les résultats d'une nouvelle enquête mondiale montrent que 9 personnes sur 10 sont favorables à l'idée de [illegible] climatique en taxant les super-riches.

[illegible]es stratégiques pour lutter contre les inégalités, revitaliser d'urgence [illegible]ner la nouvelle approche « public-first » (priorité au public) par rapport

[illegible]enté leur richesse de plus de 33,9 mille milliards de dollars en termes [illegible]yse d'Oxfam à l'approche de l'un des plus grands pourparlers sur le [illegible] décennie, à Séville, en Espagne. Cette somme est plus que suffisante [illegible]u-dessus du seuil de pauvreté le plus élevé de la Banque mondiale, soit [illegible]ent 3 000 milliardaires a augmenté de 6 500 milliards de dollars en [illegible]sormais l'équivalent de 14,6 % du PIB mondial.

[illegible]itulée « From Private Profit to Public Power : Financer le [illegible]ée aujourd'hui en amont de la quatrième Conférence internationale sur

Parlons cookies !

Le respect de votre vie privée est notre priorité. C'est pourquoi le site d'Oxfam France ne comprend par défaut que des cookies essentiels à son bon fonctionnement.

Vous souhaitez nous aider à améliorer notre site internet et l'impact de nos actions ? Nous vous invitons dans ce cas à accepter les cookies, afin que nous puissions collecter des informations statistiques et marketing importantes pour nous.

Merci pour votre engagement !

Consentements certifiés par axeptio

Non merci | Je choisis | OK pour moi

développement jamais enregistrées depuis 1960. L'analyse d'Oxfam révèle que les pays du G7, qui représentent à eux seuls environ trois quarts de l'aide publique au développement officielle, s'apprêtent à réduire leur aide de 28 % en 2026 par rapport à 2024. Alors que l'aide essentielle est réduite, la crise de la dette met les gouvernements en faillite – 60 % des pays à faible revenu sont au bord d'une crise de la dette – et les pays les plus pauvres paient beaucoup plus pour rembourser leurs riches créanciers qu'ils ne peuvent dépenser pour les écoles ou les hôpitaux. Seuls 16 % des objectifs des Global Goals sont sur la bonne voie pour 2030.

La nouvelle analyse d'Oxfam examine les échecs de l'approche du financement du développement dépendant des investisseurs privés. Les efforts déployés pendant une décennie par les principaux acteurs du développement pour réorienter leur mission vers le soutien aux puissants acteurs financiers du Nord ont entraîné toute une série de préjudices tout en ne mobilisant que des sommes dérisoires. L'analyse porte également sur le rôle des créanciers privés, qui dépassent désormais de cinq fois les donateurs bilatéraux et représentent plus de la moitié de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire et exacerbent la crise de la dette par leur refus de négocier et leurs conditions punitives.

« S*éville est le premier grand rassemblement de pays du monde entier à un moment où l'aide vitale est décimée, une guerre commerciale est enclenchée et le multilatéralisme est fracturé – le tout dans le contexte de la deuxième administration Trump. Il y a des preuves flagrantes que le développement mondial échoue désespérément parce que – comme le montre la dernière décennie – les intérêts d'une poignée de personnes très riches sont privilégiés par rapport à ceux de tous les autres »*, a déclaré Amitabh Behar, directeur général d'Oxfam International.
Ce que la Banque mondiale décrivait comme un passage de « milliards à des milliers de milliards » a été une aubaine pour les investisseurs plus fortunés : les 1 % les plus riches possèdent 43 % des actifs mondiaux. Aujourd'hui, ce modèle, même selon d'anciens défenseurs, montre des signes évidents d'échec. Pire encore, de nouvelles tendances poussent à détourner la maigre aide encore disponible vers des acteurs financiers privés.

« *Les pays riches ont mis Wall Street aux commandes du développement mondial. Il s'agit d'une prise de contrôle de la finance privée mondiale qui a pris le pas sur les méthodes empiriques de lutte contre la pauvreté possible grâce aux investissements publics et une fiscalité équitable. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements dévient tragiquement de leur trajectoire, que ce soit en matière d'emplois décents, d'égalité de genre ou d'éradication de la faim. Une telle concentration des richesses étouffe les efforts déployés pour mettre fin à la pauvreté*« , a déclaré M. Behar.

Une nouvelle analyse d'Oxfam montre qu'entre 1995 et 2023, la richesse privée mondiale a augmenté de 342 000 milliards de dollars, soit 8 fois plus que la richesse publique mondiale, qui n'a augmenté que de 44 000 milliards de dollars. La richesse publique mondiale – en tant que part de la richesse totale – a en fait diminué entre 1995 et 2023.

Oxfam exhorte les gouvernements à se rallier à des propositions politiques qui offrent un changement de cap en s'attaquant aux inégalités extrêmes et en transformant le système de financement du développement :

- De nouvelles alliances stratégiques contre l'inégalité. Les gouvernements doivent s'unir dans de nouvelles coalitions pour s'opposer à l'inégalité extrême. Des pays comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Espagne proposent un leadership international en la matière. Une nouvelle « Alliance mondiale contre les inégalités », soutenue par l'Allemagne, la Norvège, la Sierra Leone et d'autres pays, constitue un exemple à suivre.
- L'approche publique d'abord – rejeter le consensus de Wall Street. Les gouvernements devraient rejeter le financement privé comme étant la solution miracle pour financer le développement. Au lieu de cela, les gouvernements devraient investir dans un développement mené par l'État, afin de garantir des soins de santé, une éducation et des services de soins universels et de qualité, et par la suite explorer la mise à disposition publique de biens à travers les secteurs allant de l'énergie au transport.
- Repenser totalement le financement du développement – taxer les ultra-riches, revitaliser l'aide, réformer …elà des indicateurs du PIB. Les donateurs du Nord doivent de toute …rophiques de l'aide vitale et atteindre au minimum l'objectif de 0,7 % …nt soutenir les efforts en faveur d'une nouvelle convention des Nations …ntion fiscale des Nations unies, en s'appuyant sur les efforts déployés …ticuliers à ultra-haut revenu net.

Parlons cookies !

Le respect de votre vie privée est notre priorité. C'est pourquoi le site d'Oxfam France ne comprend par défaut que des cookies essentiels à son bon fonctionnement.

Vous souhaitez nous aider à améliorer notre site internet et l'impact de nos actions ? Nous vous invitons dans ce cas à accepter les cookies, afin que nous puissions collecter des informations statistiques et marketing importantes pour nous.

Merci pour votre engagement !

axeptio

*…t pour atteindre les objectifs mondiaux, mais ils sont bloqués sur des …s de rejeter le Consensus de Wall Street et de mettre le grand public …ient tenir compte de la demande générale de taxer les riches et …s biens publics, des soins de santé à l'énergie. Le fait que certains …e les inégalités est un signe encourageant ; d'autres devraient suivre …*déclaré M. Behar.

OXFAM France Le pouvoir citoyen contre la pauvreté

ESPACE DONATEUR

pas du tout au rendez-vous. La France a misé plus que tout autre pays sur les instruments du secteur privé dans sa politique de solidarité internationale, une stratégie dont l'échec est flagrant puisque son aide publique au développement s'est effondrée ces deux dernières années. Avec d'autres pays créanciers, elle s'est aussi systématiquement opposée à toutes les négociations ambitieuses sur les questions de l'endettement en amont du sommet de Séville. A 6 mois du début de la présidence française du G7 décisive, nous exigeons au plus vite de remettre la solidarité et la coopération au cœur de notre politique internationale. »

Notes aux rédacteurs

Note d'information aux médias d'Oxfam, « From Private Profit to Public Power: Financing Development, Not Oligarchy » peut être téléchargée ici.

Les portes-paroles d'Oxfam sont disponibles pour les interviews :

- Rebecca Riddell, Senior Policy Lead on Economic and Racial Justice at Oxfam America, disponible à partir du 27 juin à Séville, en anglais
- Louis-Nicolas Jandeaux, Oxfam France, Responsable de campagne et plaidoyer Financement du Développement à Oxfam France disponible en amont et pendant la conférence pour commenter depuis Paris les interventions d'Emmanuel Macron, Amélie de Montchalin et Thani Mohamed Soilihi en déplacement à Séville.

L'analyse d'Oxfam sur les réductions historiques de l'aide au développement et leur impact sur les plus pauvres est disponible ici. La modélisation des décès dus au VIH/SIDA a été publiée dans le Lancet HIV.

L'étude qui a sondé l'opinion mondiale sur l'imposition des super-riches a été commandée par Greenpeace et Oxfam International. Elle a été réalisée par la société d'études de marché Dynata en mai-juin 2025, au Brésil, au Canada, en France, en Allemagne, au Kenya, en Italie, en Inde, au Mexique, aux Philippines, en Afrique du Sud, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ensemble, ces pays représentent près de la moitié de la population mondiale. Voir les résultats ici.

Le coût de l'éradication de la pauvreté est basé sur le coût annuel de l'éradication de la pauvreté en 2024 pour une année, pour plus de 3,7 milliards de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 8,30 dollars par jour, selon les données de la Banque mondiale. L'augmentation de la richesse des 1 % depuis 2015 serait plus que suffisante pour couvrir ce coût 22 fois. Une autre façon de l'exprimer est de dire que le montant total est plus que suffisant pour mettre fin à la pauvreté pendant 22 ans. Ce chiffre n'est qu'indicatif, car le coût de l'éradication de la pauvreté devrait de toute façon diminuer au cours des 22 prochaines années, à mesure que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté diminuerait, et la valeur de la richesse augmenterait puisqu'elle ne serait pas dépensée en une seule fois. Néanmoins, cette comparaison montre dans quelle mesure davantage de richesses, qui sont actuellement concentrées dans les mains de quelques-uns, pourraient être consacrées à l'éradication de la pauvreté au lieu de gonfler encore la fortune des plus riches. Pour plus d'informations sur les calculs, voir le document d'information à l'intention des médias.

Oxfam organisera un événement majeur de haut niveau avec le Club de Madrid, à 19 heures le 1er juillet 2025, à Séville, rejoint par des représentants gouvernementaux de haut niveau sur la note d'information aux médias. Les journalistes sont invités à y assister et seront prioritaires pour les questions. Veuillez vous inscrire ici.
En outre, un événement parallèle officiel sur l'inégalité et la réforme fiscale aura lieu à 14h30 le 1er juillet 2025, dans la salle 20 du Centre d'exposition FIBES, en présence de représentants gouvernementaux de haut niveau du Brésil, de l'Espagne et de l'Afrique du Sud, d'organisations internationales et d'experts mondiaux. Voir la note ici.

Parlons cookies !

Le respect de votre vie privée est notre priorité. C'est pourquoi le site d'Oxfam France ne comprend par défaut que des cookies essentiels à son bon fonctionnement.

Vous souhaitez nous aider à améliorer notre site internet et l'impact de nos actions ? Nous vous invitons dans ce cas à accepter les cookies, afin que nous puissions collecter des informations statistiques et marketing importantes pour nous.

Merci pour votre engagement !

axeptio

amfrance.org / 06 24 34 99 31
ponsable de campagne et plaidoyer Financement du
rg/ 06 49 15 58 60
| cass.hebron@oxfam.org | +32485913688

OXFAM France Le pouvoir citoyen contre la pauvreté

ESPACE DONATEUR

YOU MAY ALSO LIKE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

À Gaza, les lignes rouges ont été franchies depuis longtemps ! Les organisations de la

COMMUNIQUÉS DE PRESSE, NON CLASSÉ

Le Sahel central, illustration d'un système de financement international en

COMMUNIQUÉS DE PRESSE, NON CLASSÉ

Réaction d'Oxfam sur le lancement par l'Espagne, le Brésil et l'Afrique du Sud d'une nouvelle

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

MaPrimeRénov suspendue par l gouvernement à date de son 4èm anniversaire

CONTACTS PRESSE

Marika Bekier – Responsable presse et influenceurs
mbekier@oxfamfrance.org
06 24 34 99 31 / @BekierMarika

Élise Naccarato – Responsable de campagne Climat et Sécurité Alimentaire
enaccarato@oxfamfrance.org
06 17 34 85 68 / @EliseNac

Stanislas Hannoun – Responsable de la campagne Justice fiscale et Inégalités
shannoun@oxfamfrance.org
07 69 17 49 63 / @St_Han

Louis-Nicolas Jandeaux – Responsable de campagne et plaidoyer Humanitaire et Financement du Développement
lnjandeaux@oxfamfrance.org
06 49 15 58 60 / @JandeauxL

FAITES UN DON

JE SOUTIENS LES ACTIONS D'OXFAM CONTRE LES INÉGALITÉS

JE FAIS UN DON

Parlons cookies !

Le respect de votre vie privée est notre priorité. C'est pourquoi le site d'Oxfam France ne comprend par défaut que des cookies essentiels à son bon fonctionnement.

Vous souhaitez nous aider à améliorer notre site internet et l'impact de nos actions ? Nous vous invitons dans ce cas à accepter les cookies, afin que nous puissions collecter des informations statistiques et marketing importantes pour nous.

Merci pour votre engagement !

axeptio

éral, Oxfam France est labellisée « Don en Confiance » depuis le 4 mai 2010. Oxfam France
)xfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen
ıtional travaille actuellement dans 85 pays afin de trouver des solutions durables pour
ıdrent la pauvreté.

OXFAM France | Le pouvoir citoyen contre la pauvreté

ESPACE DONATEUR

AGIR EN LIGNE

> Ebooks thématiques
> Fiches 5 arguments
> Pétitions en cours
> Activisme digital

S'ENGAGER

> Marcher le Trailwalker Oxfam
> Visiter nos magasins solidaires
> Devenir bénévole
> Rejoindre un groupe local Oxfam
> Programme Jeunes d'Oxfam France

COMPRENDRE

> Inégalités femmes-hommes
> Fast fashion et impacts de la mode
> Paradis fiscaux et évasion fiscale
> Vaccin Covid et brevets
> Banques et climat
> L'Affaire du Siècle

Contact Mentions légales

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

Parlons cookies !

Le respect de votre vie privée est notre priorité. C'est pourquoi le site d'Oxfam France ne comprend par défaut que des cookies essentiels à son bon fonctionnement.

Vous souhaitez nous aider à améliorer notre site internet et l'impact de nos actions ? Nous vous invitons dans ce cas à accepter les cookies, afin que nous puissions collecter des informations statistiques et marketing importantes pour nous.

Merci pour votre engagement !

axeptio